

pressions ont été répétées par tout le pays lorsqu'on s'adressait au peuple dans toutes les assemblées politiques, je n'ai pas raison de dire que le mandat qu'il a obtenu en 1904 et en 1908 ne consistait pas à abandonner toute idée de réciprocité avec les Etats-Unis pour consacrer la surabondance de ses énergies à la préparation et à l'éclosion de meilleurs rapports commerciaux avec la Grande-Bretagne et avec l'empire dont le Canada forme partie.

Et encore, monsieur l'Orateur, je me permettrai de rafraîchir la mémoire de mon honorable ami, considérant qu'il n'a pas voulu traiter à fond la question du tarif sur un autre point. Nous nous sommes rendus à Washington en 1891 pour y discuter avec les gouvernants d'alors la question des rapports commerciaux entre les deux pays; après maintes conférences et discussions arriva la réunion finale au cours de laquelle le secrétaire Blaine qui parlait au nom des Etats-Unis, nous déclara: Nous désirons commercer avec le Canada sur une base plus favorable que celle qui existe aujourd'hui; nous sommes prêts à vous accorder sur les marchés de notre pays certaines réductions sur vos produits naturels et sur ceux de vos fabriques, mais à une seule et unique condition: votre tarif sera de défaveur à l'endroit de la Grande-Bretagne et sera en notre faveur de façon à nous protéger nous-mêmes sur nos marchés jusqu'au quantum des réductions que vous accordez sur les articles fabriqués. Voilà l'exposé fidèle de cette demande; nous traiterons avec vous sur une base d'avantages réciproques, mais il doit être bien compris que vous nous accorderez sur vos marchés une place plus avantageuse que celle que vous donnez à la Grande-Bretagne. Telle fut la proposition qu'on vous a faite alors. Nous avons remercié M. Blaine mais nous lui avons dit qu'il nous était absolument impossible de conclure une entente commerciale sur cette base; que nous ne serions pas partie à aucune convention de nature à montrer de la défaveur à l'égard de la mère patrie ou d'aucune autre partie de l'empire à seule fin d'obtenir des relations de commerce avec les Etats-Unis. Le très honorable premier ministre se rappelle-t-il que dans une de ses nombreuses variations en ce qui a trait aux questions de tarif, il s'est fait le champion de cette politique qui consistait à ouvrir le marché du Canada aux Etats-Unis à des avantages plus grands que ceux qu'il accordait à la Grande-Bretagne, agissant ainsi en vue d'une défaveur absolue et réelle à l'endroit de la Grande-Bretagne? Voilà ce dont se souvient mon très honorable ami; il sait que les choses se sont passées ainsi.

S'imaginer-t-il que son attitude se trouve améliorée par le contraste?

Que lui disait Edward Blake? Ce qui était vrai alors reste encore également

réel: que des concessions et des ententes faites dans de telles circonstances que celles-là pavent la voie à l'absorption politique ultime et que, pour sa part, il n'en voulait aucunement. De ce jour jusqu'à l'heure présente Edward Blake s'est trouvé en désaccord avec le parti que dirige mon très honorable ami. Donc, ce dernier n'a pas été heureux en évoquant ce qui s'est passé en 1891. Non seulement cette citation est malheureuse, mais elle constitue encore un anachronisme. Mon très honorable ami se montrait en 1891 absolument épris d'un traité de réciprocité avec les Etats-Unis en y ajoutant la défaveur à l'endroit de la Grande-Bretagne. Nie-t-il cela? C'était la doctrine qu'il prêchait sur tous les tréteaux politiques du Dominion. Il déclarait avoir une foi illimitée en ce principe. Dix années s'écoulaient et on le voit se lever ici pour déclarer qu'une réciprocité avec les Etats-Unis n'était pas à désirer pour le Canada. Que voulait-il prouver en rappelant le fait qu'en 1891 je favorisais la réciprocité que je combats aujourd'hui? La signification qu'il veut donner à ces mots peut être invoquée contre lui en lui rappelant qu'en 1891 il était partisan outré de la réciprocité avec en plus la défaveur contre la Grande-Bretagne et qu'il y a deux ans, il se levait ici pour déclarer que nous n'avions pas besoin de réciprocité avec les Etats-Unis et qu'il avait jeté son dévolu sur le marché britannique. Pourquoi s'est-il servi d'un argument semblable? Pourquoi, je me le demande en vain?

Mais ce qu'il y a de plus comique en tout cela c'est que, si j'ai bien compris ce qu'il a dit, il déclare qu'il a racheté toutes ses promesses. J'espère ne pas citer à faux ce que nous a dit le très honorable premier ministre. Pourrait-il dire qu'il avait racheté toutes ses promesses ou qu'il avait travaillé à cette fin? C'est l'une ou l'autre alternative, mais quant à moi je ne pourrais en choisir une sans crainte de me tromper.

Mais mon honorable ami le ministre des Douanes qui siège généralement à ses côtés a déclaré à maintes et maintes reprises que le Gouvernement avait racheté toutes ses promesses à l'exception d'une seule: cette dernière ayant trait à la réforme du Sénat. Donc, mon très honorable ami ayant atteint l'âge de soixante-neuf ans, se lève en cette Chambre en présence de gens intelligents qui peuvent consulter les journaux, les documents, l'histoire même, et déclare sans le moindre signe d'un sourire: J'ai racheté toutes mes promesses. Voudra-t-il nous indiquer une seule de ses promesses qu'il a rachetées? Il vient d'insister fortement à propos de certain qualificatif; de toutes les promesses qu'il faisait, voudra-t-il nous en indiquer une seule qu'il a rachetée? C'est véritablement peu de chose que ce que je demande. Il ne s'agit que d'une faveur bien minime que j'implore et qu'as-